

Le niveau de vie des familles : déclassement et effet de génération

Simon LANGLOIS
Institut québécois de recherche sur la culture
Département de sociologie
Université Laval

L'examen des caractéristiques de la famille est devenu essentiel – au même titre que l'étude de la participation au marché du travail – pour comprendre la place occupée dans la société¹. Celle-ci est encore fortement dépendante de l'emploi occupé, certes, mais le type de familles dans lequel vivent les individus s'avère de plus en plus déterminant. Le chômage n'a pas la même portée pour une personne si celle-ci est le seul soutien financier d'une famille monoparentale comptant trois enfants ou si elle est mariée à un conjoint ou à une conjointe ayant un revenu plus élevé et une bonne sécurité d'emploi. De même, le nombre d'enfants affecte le niveau de vie réel des individus et des familles dans une société marquée par l'extension de la consommation marchande.

Quatre facteurs en particulier ont affecté la position des familles dans la société : le travail salarié des mères, la baisse de la fécondité, le travail salarié des adolescents et les ruptures d'union. Autrement dit, les types de familles et les mutations qui affectent celles-ci sont devenus des sources majeures de variations du niveau de vie qui s'ajoutent à – ou se conjuguent avec – la place occupée par les hommes et les femmes dans le système de production.

1. L'auteur remercie Johanne Bujold, assistante de recherche à l'IQRC, pour son travail de préparation des données.

Nous proposons d'analyser quelle a été l'évolution depuis vingt ans, soit de 1970 à 1990, des revenus disponibles et du niveau de vie des familles ayant des enfants présents à la maison au Québec. Plusieurs questions retiendront notre attention. Le niveau de vie réel des familles a-t-il augmenté ou diminué au cours de cette période ? Peut-on dire qu'il y a une plus grande polarisation entre les familles et peut-on soutenir que le nombre des familles appartenant à la classe moyenne est en déclin ? Enfin, la situation des jeunes familles se détériore-t-elle, compte tenu des difficultés que connaissent les jeunes sur le marché du travail ?

Ces questions sont vastes, on le reconnaîtra volontiers. Mais il nous paraît nécessaire de les aborder toutes, ne serait-ce qu'à un niveau assez global, afin de donner une vue d'ensemble de la place occupée par les familles dans la société contemporaine.

DE LA CROISSANCE À LA STAGNATION

Nous proposons d'abord d'étudier l'évolution de l'ensemble des revenus disponibles des familles et des ménages sur une période de vingt ans, soit de 1969 à 1990. Afin de tenir compte de l'importance accrue de l'État dans la fixation des revenus, par le biais de l'impôt direct et par celui des paiements de transferts qui sont tous deux en forte croissance depuis vingt ans, nous avons retenu de considérer le revenu disponible après impôts. C'est ce dernier qui permet aux familles d'acheter sur le marché les biens et les services nécessaires à leur bien-être. Notre analyse ne tiendra pas compte des services en nature offerts directement par l'État – garderie, logements subventionnés, médicaments gratuits –, services qui ont augmenté en importance au cours de la période étudiée.

Mais il faudra aussi tenir compte des changements dans la composition des familles et en particulier de la réduction importante du nombre de ses membres au cours de cette période. Pour y arriver, il est possible de construire une mesure du niveau de vie en divisant les dépenses totales des familles ou des ménages par le nombre pondéré de membres. L'échelle adoptée est la suivante : nous donnerons le poids 1 au premier adulte, 0,8 aux autres adultes, 0,8 aux adolescents âgés de 16 à 17 ans, 0,5 aux enfants âgés de 5 à 14 ans et 0,4 aux enfants âgés de 0 à 4 ans. Parce qu'elle est basée sur les dépenses totales, la mesure du niveau de vie se différencie du revenu disponible en incluant les emprunts mais en excluant l'épargne. L'analyse portera principalement sur les familles ayant des enfants présents à la maison, enfants dont l'âge peut aller jusqu'à 25 ans.

Les données analysées proviennent de l'*Enquête sur les dépenses des familles* de Statistique Canada. Nous avons travaillé sur les microdonnées

des enquêtes réalisées en 1969, 1978 et 1990. Les deux premières sont des enquêtes nationales, mais la dernière n'a porté que sur les grandes villes. Aussi avons-nous retenu seulement les répondants des grandes villes en 1969 et 1978 afin d'avoir des données comparables dans le temps.

Le tableau 1 présente l'évolution des revenus moyens réels disponibles – en dollars constants de 1990 – des ménages répartis en un certain nombre de types et des familles avec enfants présents à la maison entre 1969 et 1990. La tendance d'ensemble est la suivante. On observe dans presque tous les types une augmentation importante du revenu disponible au cours des années 1970 et une stagnation durant les années 1980. Celles-ci marquent donc un arrêt d'une tendance à la hausse qui a débuté au début des années 1950 et qui s'est poursuivie durant ce que Fourastié a appelé les trente glorieuses. Pour la première fois depuis trente ou quarante ans, les familles avec enfants présents et la plupart des couples et des autres ménages doivent composer avec un pouvoir d'achat réel stagnant sur une période assez longue.

TABLEAU 1

Revenu total disponible des ménages et des familles et écarts en pourcentage, selon la composition, en dollars de 1990, grandes villes, Québec, 1969-1990

Composition du ménage	1969	1978	1990	écart (en %)	
				78/69	90/78
Couples et familles avec ou sans enfants	33 372	41 559	42 536	+24,5	+2,4
– double revenu	39 618	47 150	46 546	+19	-1,3
– simple revenu	31 316	40 265	40 600	+28,6	+0,8
– deux inactifs	17 902	19 949	24 558	+11,4	+23,1
Familles avec enfants présents*	30 304	40 073	40 634	+32,2	+1,4
– double revenu	39 681	48 549	47 269	+22,3	-2,4
– simple revenu	30 825	39 806	39 710	+29,1	-0,2
Autres ménages de 2 adultes ou +	18 931	30 096	31 216	+59	+3,7
Familles monoparentales	19 170	19 454	22 425	+1,2	+15,3
Personnes seules	18 808	19 659	17 591	+4,5	-10,5

* Ce total comprend toutes les familles avec enfants, incluant les familles monoparentales.

Source : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978 et 1990, calculs de l'auteur.

On notera quelques exceptions à cette tendance d'ensemble. Les familles monoparentales ont amélioré quelque peu leur position durant les années 1980. Deux raisons expliquent cette tendance. Tout d'abord, il y a davantage de personnes responsables de familles monoparentales qui sont actives sur le marché du travail, comparé à ce qui se passait durant les années 1970. Ensuite, un certain nombre de mesures fiscales ou de programmes de soutien du revenu ont été mis de l'avant durant les années 1980, afin d'aider ces familles dont les revenus totaux sont nettement moins élevés. Deux autres exceptions apparaissent dans le tableau 1. Les couples et ménages qui comptent deux personnes inactives ont réussi à améliorer leur situation socio-économique durant les années 1980, principalement parce qu'il y a beaucoup de personnes âgées dans ce groupe. Ces personnes ont connu une bonne croissance de leurs revenus réels disponibles au cours des dernières années, notamment parce que les régimes de rentes et de sécurité de la vieillesse ont été améliorés. Enfin, les personnes vivant seules apparaissent comme étant les plus désavantagées durant toute la période étudiée.

Le niveau de vie des familles et des ménages a suivi une évolution parallèle à celle des revenus disponibles durant les années 1970 et 1980 : forte croissance pendant dix ans, suivie d'une relative stagnation ou d'une faible augmentation pendant dix autres années (tableau 2). La hausse du niveau de vie des familles avec enfants est plus marquée que celle du revenu disponible d'abord à cause de la diminution de la fécondité. Cette mesure du niveau de vie est en effet sensible au nombre de dépendants que compte la famille. À cela s'ajoute l'effet probable de l'endettement – qui permet à court terme de hausser le niveau de vie en gonflant les dépenses – mais il est difficile ici d'en mesurer l'effet propre.

L'évolution du revenu disponible et du niveau de vie n'a pas suivi la même tendance pour les familles avec enfants selon qu'elles comptent un seul ou deux pourvoyeurs durant les années 1980. Parce que les familles à deux revenus ont moins d'enfants, leur niveau de vie réel a augmenté plus vite (+ 4,7 %) que leurs revenus disponibles, tandis que le niveau de vie réel des familles n'ayant qu'un seul pourvoyeur a diminué durant les années 1980 (– 7,3 %).

Par ailleurs, le double revenu a eu un effet égalisateur au cours des vingt dernières années, effet qui a déjà été noté dans plusieurs recherches antérieures (voir par exemple Fuchs, 1988). L'écart entre les revenus disponibles des familles comptant un et deux pourvoyeurs s'est rétréci. Le double revenu s'est en effet développé plus vite dans les ménages et les familles à faibles revenus, les épouses et les mères venant combler l'insuffisance des ressources apportées par le père ou l'époux, jusqu'à récemment encore le principal pourvoyeur. Au fil des années, les familles

époux-épouse qui n'ont qu'un seul pourvoyeur – nous excluons ici les familles monoparentales – ont été de plus en plus celles qui pouvaient disposer de revenus assez élevés ; autrement, le double revenu s'imposait comme norme.

TABLEAU 2

*Mesure du niveau de vie des ménages et des familles
(dépenses pondérées par le nombre de membres) et écart en pourcentage,
selon la composition, en dollars de 1990,
Québec, 1969-1990*

Composition du ménage	1969	1978	1990	écart (en %)	
				78/69	90/78
Couples et familles avec ou sans enfants	13 047	15 755	16 620	+20,8	+5,5
– double revenu	15 036	18 800	18 362	+25,0	-2,4
– simple revenu	12 414	14 200	14 246	+14,4	+0,3
– deux inactifs	7 449	8 908	12 236	+19,6	+37,4
Familles avec enfants présents*	9 929	14 126	15 168	+42,3	+7,4
– double revenu	12 889	16 160	16 916	+25,4	+4,7
– simple revenu	10 269	13 646	12 654	+32,9	-7,3
Autres ménages de 2 adultes ou +	7 263	13 607	16 084	+87,4	+18,2
Familles monoparentales	9 347	12 652	13 053	+35,4	+3,2
Personnes seules	19 456	19 741	18 670	+1,5	-5,4

* Ce total comprend toutes les familles avec enfants, incluant les familles monoparentales.

Source : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978 et 1990, calculs de l'auteur.

DÉCLASSEMENT D'UNE FRACTION DE LA CLASSE MOYENNE

Plusieurs chercheurs ont soutenu que la classe moyenne avait commencé à décliner vers le milieu des années 1980 et leurs analyses ont rapidement connu une large diffusion dans le grand public à la suite d'articles parus dans plusieurs grandes revues populaires.

La question du déclin soulève en fait deux problèmes tout à fait différents qui ne sont pas toujours clairement distingués. La première question porte sur l'effectif qui se retrouve au centre. Y a-t-il effectivement moins

de familles qui peuvent être objectivement classées au centre ? Si telle était la tendance, il faudrait alors parler de rêve brisé, car l'identification à la classe moyenne s'observe dans 80 % des familles selon divers sondages d'opinion. L'autre question touche la distance entre les groupes sociaux. Ainsi, il pourrait à la rigueur ne pas y avoir de déclin au centre alors que les distances entre les groupes s'élargissent.

Qu'en est-il en réalité ? Avant de répondre à cette question, il importe de rappeler brièvement les résultats des études qui ont diagnostiqué le déclin du centre. La plupart des travaux ont été effectués sur des données individuelles. Plusieurs analyses montrent que le centre de la distribution des revenus en dollars constants (répartis en déciles, par exemple) tend à s'affaïsser alors que les deux extrêmes augmentent. Ce déclin du centre est très évident dans les données recueillies au milieu des années 1980 aux États-Unis et au Canada. En contrôlant les changements dans la composition de la main-d'œuvre selon l'âge et le sexe, le déclin du centre diminue en intensité, mais il reste présent. Il ne doit donc pas être attribué au fait qu'il y a plus de femmes ou plus de jeunes dans la main-d'œuvre (Myles, Picot et Wannell, 1988). Le déclin n'est pas non plus attribuable à la croissance de certains secteurs d'emplois dans lesquels la précarité est la plus répandue (le secteur des services aux personnes ou le commerce, par exemple).

Paul Bernard et Johanne Boisjoli (1992) ont pour leur part analysé l'évolution des emplois occupés par les individus appartenant à la classe moyenne et ils ont observé un éclatement ou un fractionnement de cette dernière. Les deux auteurs ont montré que les clivages qui apparaissent au sein de la classe moyenne passaient en bonne partie par le diplôme et par le type de tâches accomplies. Les détenteurs d'un diplôme d'études supérieures et ceux qui assument des tâches de gestion (plutôt que des tâches d'exécution) parviennent plus facilement à maintenir leur place dans la hiérarchie des emplois ou même à l'améliorer, alors que les autres risquent davantage de régresser vers le bas de l'échelle. D'autres recherches ont montré l'existence d'un lien plus étroit entre le diplôme et la qualité de l'emploi. Les jeunes sans diplôme d'études secondaires et sans diplôme d'études collégiales sont les plus vulnérables sur le marché du travail (Gauthier, 1993). Même les personnes moyennement scolarisées connaissent maintenant des difficultés en matière d'emploi, alors qu'auparavant elles parvenaient à tirer leur épingle du jeu (Fréchet et Bernier, 1991).

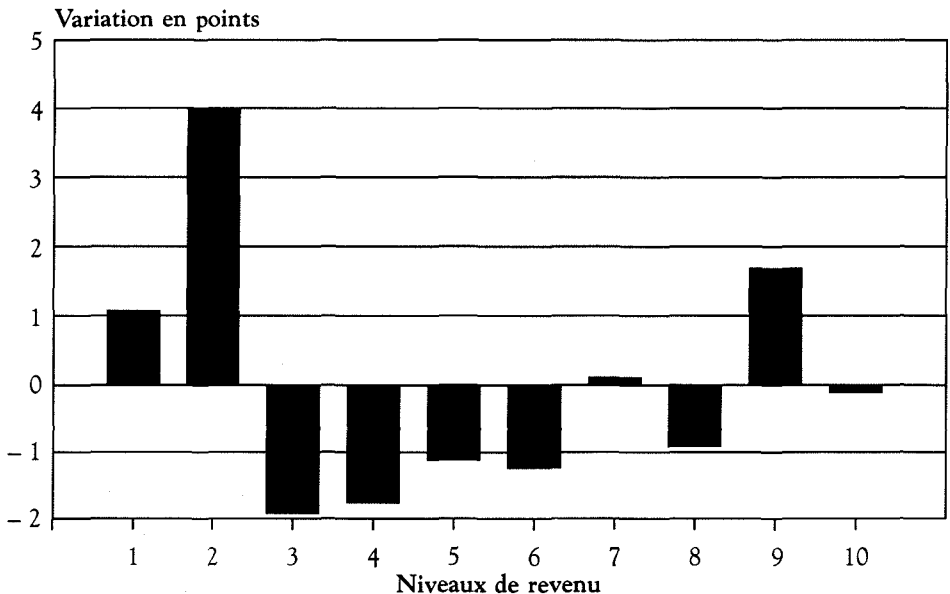
La référence à des données individuelles cependant est insuffisante pour étudier cette question du déclin du centre pour plusieurs raisons. On sait que les revenus familiaux ont augmenté plus vite que les revenus personnels et que les revenus gagnés par les femmes ont constitué un apport de plus en plus important dans l'ensemble du revenu familial au fil des

années. Aussi faut-il se demander si le constat du déclin du centre tient toujours lorsque nous analysons les données sur le revenu total disponible et sur le niveau de vie des familles, dont nous venons d'analyser l'évolution au cours des vingt dernières années.

Il nous semble nécessaire de reformuler autrement la thèse du déclin du centre. Nous proposons plutôt une autre interprétation. On a observé, entre 1970 et 1990, un déclassement d'une fraction de la classe moyenne, un glissement vers le bas d'un certain nombre de familles et de ménages incapables de maintenir leurs revenus au même niveau durant cette période (graphique 1). Les changements les plus marqués prennent place au sein de la classe moyenne, mais ils sont asymétriques, c'est-à-dire qu'ils affectent principalement les échelons inférieurs, jusqu'au sixième décile du revenu. Entre 1970 et 1990, le nombre des familles ayant les revenus les plus faibles (les deux premiers déciles) a augmenté. On observe aussi une diminution plus prononcée au sein des échelons inférieurs de la classe moyenne. Il y a donc bien ici un déclassement. Un certain nombre de ménages et de familles ne sont pas parvenus à maintenir leur place sur l'échelle des revenus, contribuant ainsi au déclin de la classe moyenne.

GRAPHIQUE 1

*Changement de la distribution du revenu
familial disponible en déciles,
Québec, 1969-1990*



Nous préférons cependant parler de glissement vers le bas d'une partie de la classe moyenne, comme le montrent le gonflement des échelons inférieurs et la diminution importante observée dans les déciles 3 et 4, alors que les changements paraissent moins importants dans les déciles supérieurs (du 7^e au 10^e).

Ce déclassement peut être illustré autrement. Nous avons construit une mesure de la classe moyenne qui a été utilisée dans plusieurs études, soit la proportion des familles et des ménages qui avaient un revenu total net – exprimé en dollars constants – se situant entre les trois quarts et une fois et demie la médiane (tableau 3). La frontière est plus étendue à droite de la médiane afin de tenir compte de l'asymétrie de la distribution des revenus en haut de l'échelle. L'examen de ces données montre un glissement vers le bas d'une fraction de la classe moyenne, caractérisée ici à partir du revenu total disponible, glissement qui s'est effectué durant les années 1970. Comme la proportion des familles et des ménages classés dans la classe supérieure de revenus est demeurée stable (18 %), ce résultat va dans le sens de notre interprétation. Si nous comparons nos données à celles de Wolfson (1992) pour la même période, le déclin du centre apparaît moins prononcé dans le cas des familles (- 5 %) que dans celui des individus (- 8,5 %). Il faut cependant souligner que cette mesure du centre est très agrégée et qu'elle est moins fine que celle qui est basée sur les déciles.

TABLEAU 3

Répartition du nombre des ménages formés de deux personnes ou plus selon les classes du revenu total disponible (définies en fonction de la médiane), Québec, 1969-1990

Classes*	1969	1978	1982	1986	1990
Inférieure	24	27	27	29	28
Moyenne	59	55	54	54	54
Supérieure	17	18	19	17	18
Revenu total familial médian	100	100	100	100	100

* Classe moyenne : entre les trois quarts et une fois et demie la médiane du revenu familial.

Sources : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978, et 1990 ; calculs de l'auteur.

Le second problème que soulève la question du déclin de la classe moyenne est celui de l'augmentation des écarts. Il est entendu que l'effectif des échelons inférieurs s'est accru. Peut-on aussi avancer que la distance qui sépare les déciles inférieurs des autres s'est allongée durant la période que nous examinons ? Pour répondre à cette question, nous examinerons les rapports entre les déciles inférieurs et supérieurs et la médiane (en fait le rapport entre les 10^e et 90^e centiles et la médiane) des revenus disponibles moyens et des niveaux de vie. Les données pour les années 1969 et 1990 montrent que les distances entre les familles avec enfants présents à la maison se sont accrues. Les familles situées au bas de l'échelle des revenus disponibles se sont éloignées du centre, ce qui signifie que leur situation relative s'est quelque peu détériorée (tableau 4). L'étude de l'indice niveau de vie ne va pas dans le même sens, sans doute à cause de la baisse de la fécondité qui a permis aux familles ayant les revenus les plus faibles de maintenir leur place relative.

TABLEAU 4

*Rapports entre les déciles, D1/D5 et D9/D5,
revenu disponible et niveau de vie des familles avec enfants,
grandes villes, Québec, 1969 et 1992*

Rapport	Revenu disponible		Niveau de vie	
	1969	1990	1969	1990
D1/D5	,62	,58	,55	,59
D9/D5	1,69	1,65	1,72	1,78

Source : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978 et 1990, calculs de l'auteur.

EFFET DE GÉNÉRATION

La situation des jeunes familles s'est détériorée de façon marquée au cours des années 1980. On peut parler ici d'un véritable effet de génération qui se manifeste avec force. Une nette coupure s'effectue selon que la personne de référence dans la famille a moins de 40 ans ou plus de 40 ans. Durant les années 1970, toutes les familles ont réussi à augmenter leurs revenus disponibles à peu près dans les mêmes proportions, sauf les très jeunes familles qui ont obtenu des hausses un peu moins élevées (tableaux 5 et 6). La situation a changé durant les années 1980. Cette fois, les augmentations de revenus disponibles ont été presque nulles sur une période de dix ans au total. Cette relative stabilité masque cependant

d'importants changements qui ont évolué en sens inverse. Les plus jeunes familles ont connu une diminution en termes réels et les familles les plus âgées, une augmentation. La hausse du double revenu, qui est devenu presque la norme chez les jeunes familles, n'a pas réussi à freiner le déclin de leur position relative durant les années 1980.

TABLEAU 5

Revenu total disponible et niveau de vie des familles avec enfants en dollars de 1990 et selon l'âge de la personne de référence, grandes villes, Québec, 1969, 1978 et 1990

Âge	Revenu disponible			Niveau de vie		
	1969	1978	1990	1969	1978	1990
Moins de 30 ans	27 629	31 212	28 503	9 919	14 044	15 057
30 – 39 ans	31 270	39 245	35 877	10 428	14 555	14 312
40 – 49 ans	35 226	44 836	45 970	11 758	14 165	15 908
50 – 64 ans	32 186	42 379	52 436	9 848	13 011	16 217
Total	30 304	40 073	40 634	9 929	14 126	15 168

Source : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978 et 1990, calculs de l'auteur.

TABLEAU 6

Ratio du revenu total disponible et du niveau de vie des familles avec enfants selon l'âge de la personne de référence, grandes villes, Québec, 1969, 1978 et 1990

Âge	Revenu disponible		Niveau de vie	
	78/69	90/78	78/69	90/78
Moins de 30 ans	1,13	0,91	1,43	1,07
39 – 39 ans	1,26	0,92	1,40	0,98
40 – 49 ans	1,27	1,03	1,21	1,12
59 – 64 ans	1,32	1,24	1,32	1,25
Total	1,32	1,01	1,42	1,07

Source : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978 et 1992, calculs de l'auteur.

La situation est quelque peu différente lorsque l'on considère le niveau de vie, mesure qui tient compte de la taille de la famille, rappelons-le. Cette fois, la détérioration de la situation relative des jeunes familles est moins

nette. Durant les années 1970, le niveau de vie réel des jeunes familles a augmenté plus vite que leurs revenus disponibles ; durant les années 1980, le niveau de vie des jeunes familles a diminué moins vite que le revenu disponible. Cette tendance s'explique par la baisse de la fécondité, qui a permis aux jeunes familles d'améliorer leur situation sur le plan socio-économique, durant les années 1970. Le fait d'avoir moins d'enfants a aussi fait en sorte que la diminution du niveau de vie relatif, durant les années 1980, a été moins prononcée que celle du revenu disponible. Il est possible d'avancer l'hypothèse que les jeunes couples ont en quelque sorte modulé leur fécondité en fonction de leur situation économique (voir l'article de Gauthier et Bujold dans cet ouvrage).

Cette détérioration de la situation relative des jeunes familles – marquée sur le plan des revenus mais moins prononcée sur le plan du niveau de vie – a-t-elle affecté leur entrée dans la classe moyenne ? Peut-on avancer que l'accès au mode de vie de la classe moyenne a été rendu plus difficile ?

La réponse à cette question est négative. En adoptant la méthode que nous avons proposée plus haut pour mesurer le nombre des familles appartenant à la classe moyenné d'après le revenu familial disponible, on observe une grande stabilité de la proportion des jeunes familles dans ce groupe sur toute la période analysée (entre 1969 et 1990), soit autour de 60 % de l'ensemble (tableau 7). Il y a cependant un changement important en dehors de la classe moyenne : la proportion des jeunes familles qui glissent vers les échelons inférieurs augmente fortement, passant de 26 % à 33 %. L'effet de génération que nous avons noté plus haut se traduit, non par un déclin du centre, mais bien par une sorte de mobilité structurelle descendante qui affecte les deux extrêmes. Les jeunes familles ont moins accès aux échelons supérieurs – toujours mesurés en fonction des revenus – et une proportion croissante d'entre elles glissent vers le bas. Si le nombre des familles et des ménages qui se retrouvent dans la classe moyenne est au total assez stable en proportion, celle-ci est malgré tout traversée par d'importants mouvements : une partie grandissante des famille ne peuvent pas y avoir accès ou encore s'y maintenir, alors que d'autres y glissent, quittant le haut pour se retrouver au centre.

Le déclasserement de la classe moyenne que nous avons diagnostiqué plus haut serait en fait attribuable à un important effet de génération et il touche surtout les jeunes familles.

TABLEAU 7

Répartition du nombre des familles avec enfants présents
selon les classes du revenu établies en dollars constants
de 1990, et l'âge de la personne de référence,
grandes villes, Québec, 1969 et 1990

Âge	Classe*	1960	1990	Écart
Moins de 40 ans	inférieure	26	33	+7
	moyenne	60	59	-1
	supérieure	14	08	-6
40 ans et +	inférieure	25	24	-1
	moyenne	54	58	+4
	supérieure	21	18	-3

* Classe moyenne : entre les trois quarts et une fois et demie la médiane de revenu familial.

Source : Statistique Canada, microdonnées de l'Enquête sur les dépenses des familles, 1969, 1978 et 1990 ; calculs de l'auteur.

CONCLUSION

Les mutations que la famille, en tant qu'institution, a connues au fil des ans sont maintenant bien documentées et bien analysées. Qu'il suffise pour s'en convaincre de se reporter aux travaux effectués par des chercheurs français, américains, canadiens ou québécois : Roussel (1989), Pitrou (1978), Cheal (1991), Ségalen (1987), de Singly (1991), Pronovost (1992), Shorter (1992), Eichler (1993), Lemieux (1990), Coguen (1992), Dandurand (1988, 1990). Notre analyse a mis en évidence un aspect qui a été quelque peu négligé dans toutes ces études, soit les changements assez radicaux qui affectent le statut socio-économique des familles.

Le nombre des familles qui ont maintenant de la difficulté à accéder au niveau de vie de la classe moyenne est en hausse, la situation relative des jeunes familles avec enfants s'est détériorée au cours des vingt dernières années et la distance qui sépare les familles à revenus faibles et à revenus élevés s'est accentuée au fil des ans. À la variété des types de familles et des formes de vie familiale, il importe donc d'ajouter la diversité grandissante des situations sur le plan socio-économique.

BIBLIOGRAPHIE

- PAUL, Bernard et Johanne BOISJOLY (1992), « Les classes moyennes : en voie de disparition ou de réorganisation ? », dans DAIGLE, G. et Guy ROCHER (sous la direction de), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 297-334.
- CHEAL, David (1991), *Family and the State of Theory*, Toronto, Toronto University Press.
- DANDURAND, Renée-B. (1990), « Peut-on encore définir la famille ? », dans DUMONT, Fernand (sous la direction de), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, pp. 49-66.
- DE SINGLY, François (sous la direction de) (1991), *La famille. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- EICHLER, Margrit (1983), *Families in Canada Today*, Toronto, Gage.
- FRAPPIER, Monique (1993), *Revenus, chômage et insertion sociale des générations du baby boom 1971-1986*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- FRÉCHET, Guy et Michel BERNIER (1991), *Les personnes moyennement scolarisées et la précarité de l'emploi : une analyse des données de l'Enquête sur l'activité*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- FUCHS, Victor R. (1988), *Women's Quest for Economic Equality*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- GAUTHIER, Madeleine (1990), *L'insertion de la jeunesse québécoise en emploi*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GAUTHIER, Madeleine (1993), « Les jeunes Québécois faiblement scolarisés et le monde du travail », dans DANDURAND, Pierre (sous la direction de), *Enjeux actuels de la formation professionnelle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, pp. 51-86.
- GAUTHIER, Madeleine et Johanne BUJOLD (1992), *Les antécédents et les conséquences de la baisse de la fécondité au Québec, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GOGUEN, Jacques (1992), « Des individus dans la famille ou la crise de l'institution », *Société*, 9, pp. 169-194.
- LANGLOIS, Simon, Jean-Paul BAILLARGEON, Gary CALDWELL, Guy FRÉCHET, Madeleine GAUTHIER et Jean-Pierre SIMARD (1990), *La société québécoise en tendances 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

- LEMIEUX, Denise (sous la direction de) (1990), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- MYLES, John (1987), *L'expansion de la classe moyenne : données canadiennes sur le débat sur la déqualification*, Ottawa, Statistique Canada, Direction des études analytiques, n° 9.
- PICOT, Garnett, John MYLES et Ted WANNELL (1990), *Les bons et les mauvais emplois et le déclin de la classe moyenne : 1967-1986*, Ottawa, Statistique Canada, Direction des études analytiques, n° 28.
- PITROU, Agnès (1978), *Vivre sans famille ? Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, Privat.
- PRONOVOST, Gilles (sous la direction de) (1992), *Comprendre la famille*, Actes du 1^{er} symposium québécois de recherche sur la famille, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- ROUSSEL, Louis (1989), *La famille incertaine*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- SÉGALEN, Martine (1987), *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin, 2^e édition.
- SHORTER, Edward (1992), *Naissance de la famille moderne*, Paris, Éditions du Seuil.
- WOLFSON, M.C. (1989), *Inequality and Polarization : Is There a Disappearing Middle Class in Canada ?*, Ottawa, Statistique Canada.